

Introduction

María Ghazali



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cdlm/4900>
DOI : 10.4000/cdlm.4900
ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009
Pagination : 11-26
ISBN : 2914561490
ISSN : 0395-9317

Référence électronique

María Ghazali, « Introduction », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 79 | 2009, mis en ligne le 16 juin 2010, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4900>

Introduction

L'expulsion des morisques d'Espagne (1609-1614) ferme un cycle de l'histoire des musulmans dans la péninsule Ibérique, commencé neuf siècles auparavant quand Tariq Ibn Ziyad, lieutenant du gouverneur de l'*Ifriqiya* à Kairouan, débarqua en 711 aux environs de Gibraltar¹, à la tête d'une douzaine de milliers d'hommes, en grande majorité berbères, et battit à Guadalete les armées du dernier roi wisigoth, Rodrigue. Écija et Cordoue occupées, il se dirigea alors vers Tolède, capitale de l'*Hispania* wisigothique, qu'il prit sans trop de difficultés à cause des luttes internes pour la succession au trône et de la rapide soumission de la noblesse en échange de la conservation de ses terres. L'année suivante, son supérieur, Musa Ibn Nusayr, se lançait avec ses armées à la conquête de Séville et de Mérida, puis le rejoignait à Tolède. Ensemble, ils remontèrent vers Saragosse, puis vers la cordillère Cantabrique. En 714, la conquête de la Péninsule était pratiquement achevée. À partir de ce moment-là, et pendant presque huit siècles, allait s'ouvrir l'histoire d'al-Andalus, c'est-à-dire des territoires gouvernés par des musulmans².

Il n'y a pas lieu ici d'entrer en détail sur cette longue période de l'histoire de la péninsule Ibérique, mais il convient de rendre compte, brièvement, des différentes étapes de l'évolution d'al-Andalus, de la naissance et du développement des États chrétiens, de la confrontation entre deux religions et deux civilisations, bref de tout le passé qui explique la présence des morisques en Espagne et leur expulsion finale.

L'offensive musulmane des Sarrasins³ (pour reprendre une dénomination de l'époque) se porta, comme chacun le sait, au-delà des Pyrénées, puisqu'ils prirent Carcassonne et Nîmes en 725, et arrivèrent jusqu'à Poitiers en 732 où ils furent battus par Charles Martel et les Francs. Ils refluèrent vers la Péninsule où ils s'installèrent sur presque tout le territoire, sauf sur une frange-nord (Asturies, Cantabrie et Pays Basque d'aujourd'hui), refuge des chrétiens et point d'appui d'une résistance qui commença avec la victoire de Covadonga (718) de Don Pélage, prince wisigoth qui établit le premier royaume chrétien dans les Asturies (718-737). Cette victoire est considérée dans l'historiographie espagnole comme le début de la

1. L'appellation vient de « *jbel al-Tariq* », c'est-à-dire « la montagne de Tariq ».

2. Voir, entre autres, les historiens spécialistes de l'histoire de l'Espagne musulmane : Pierre Guichard, *Al-Andalus (711-1492)*, Paris, Hachette Littératures, 2000, et du même auteur les chapitres II (Naissance de l'islam andalou. VIII^e - début X^e siècle), III (Apogée de l'islam andalou. X^e - début XIII^e siècle) et IV (Paysans d'al-Andalus. XI^e - XIV^e siècle) de l'*Histoire des Espagnols* coordonnée par Bartolomé Bennassar, Paris, Laffont, Bouquins, 1992, p. 49-152 ; Gabriel Martinez Gros, *Identité andalouse*, Paris, Sindbad, 1997.

3. De l'arabe « *charqiyin* », c'est-à-dire « les Orientaux ».

Reconquista, c'est-à-dire la « Re-conquête » des terres par les chrétiens, comme si la péninsule Ibérique était marquée du sceau de la chrétienté et qu'elle devait revenir obligatoirement un jour à sa condition religieuse initiale. Comme le souligne Joseph Pérez⁴, « le mot de Reconquête suggère deux idées complémentaires : celle d'un territoire à libérer d'une domination étrangère, celle d'un combat pour la foi puisque les envahisseurs sont des infidèles aux yeux de ceux qui les repoussent ». Si, comme l'historien le précise, c'est « le premier aspect qui l'emporte d'un bout à l'autre, de 711 à 1492 », ce n'est plus le cas après, à partir du règne des Rois Catholiques, puisque la monarchie espagnole voudra unifier coûte que coûte tous les royaumes d'Espagne dans une même foi. Dès 1492, les juifs devront se convertir ou s'exiler ; en 1502 et en 1526, ce sont les mudéjars⁵ de la Couronne de Castille et d'Aragon qui devront se plier aux mêmes exigences, sauf que pour ces derniers l'exil sera rendu quasi impossible par les autorités. Les premiers seront des judéo-convertis (*conversos*), les seconds deviendront des morisques (*moriscos*), et tous seront étroitement surveillés et châtiés par l'Inquisition, tribunal chargé de veiller à l'orthodoxie du dogme catholique en Espagne à partir de 1478.

Entre 711 et 1492, date de la disparition du dernier État musulman de la Péninsule, al-Andalus a subi de nombreuses transformations politiques et géographiques. Émirat dépendant du Califat de Damas (711-755), puis émirat de Cordoue indépendant (756-929) avec l'établissement d'une dynastie omeyyade avec Abd-ar-Rahman I^{er}, al-Andalus devient le Califat de Cordoue (929-1035)⁶ sous le règne d'Abd-ar-Rahman III, ce qui signifie une totale indépendance religieuse vis-à-vis des autres États musulmans (notamment de Bagdad) puisque le calife est « *amir al-muminin* », c'est-à-dire « chef des croyants ». Cette période de splendeur d'al-Andalus, tant au plan économique que culturel, qui fut tant louée par tous les musulmans jusqu'à en devenir mythique, fut suivie de son désagrégement en 1031 en trente petits royaumes appelés les Taïfas – c'est-à-dire « les partis » en arabe –, parmi lesquels les plus importants furent ceux de Saragosse, Tolède, Badajoz, Séville et Grenade. Cette étape est marquée par l'offensive chrétienne, quand Alphonse VI de Castille et León conquiert la Taïfa de Tolède et porte la frontière sur la ligne du Tage (1085), en plein cœur de la Péninsule. Désunis, affaiblis, rivaux, ils ne constituent plus de danger pour les États chrétiens du nord, dont ils deviennent pour beaucoup d'entre eux vassaux payant tributs (les *parias*). Face au péril chrétien, les musulmans d'Espagne feront appel aux Almoravides (victoire de Zallaqa, 1086), puis, au siècle suivant, aux Almohades (victoire d'Alarcos, 1195), souverains berbères d'Afrique du Nord, qui certes freineront l'avancée chrétienne mais voudront également imposer le dogme islamique avec rigueur et intransigeance dans les territoires espagnols⁷.

4. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 49.

5. Les mudéjars sont les musulmans qui vivent sur un territoire dont le prince est chrétien.

6. Voir, entre autres, Gabriel Martínez Gros, *L'idéologie omeyyade. La construction de la légitimité du califat de Cordoue (8^e - 10^e siècles)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1992.

7. Les Almoravides ou « *al-murabitun* » sont les hommes du « *ribat* », c'est-à-dire du « couvent militaire ». Ils régnèrent sur l'ouest de l'Afrique du Nord, de l'empire du Ghana à l'Espagne musulmane (fin XI^e - début XII^e) et ils fondèrent Marrakech qu'ils prirent pour capitale. Ils voulurent

Après deux siècles de gestation, de formation et de consolidation des États chrétiens⁸ (début du x^e siècle : royaume asturo-léonais, comté de Castille, royaume de Pamplune et comtés d'Aragon, de Sobrarbe, Ribagorce, Pallars, Urgell, Cerdagne, Roussillon, Ampuries, Gérone et Barcelone), la Frontière⁹ entre chrétienté et islam avait été portée par Alphonse III de León jusqu'au Douro (866-910). Une seconde étape de l'avancée chrétienne s'ouvre donc simultanément sur les deux flancs de la Péninsule au xii^e siècle, grâce à l'union des forces castillano-léonaises et catalano-aragonaises, à l'est, et à l'offensive portugaise, à l'ouest : Saragosse (1118), Tortosa (1148), Lérida (1149), Lisbonne (1147) tombent aux mains des chrétiens. Mais c'est au xiii^e siècle que l'expansion des royaumes chrétiens, sous l'égide de la papauté, sera la plus importante : après la victoire emblématique de Las Navas de Tolosa (1212), en plein cœur de la Sierra Morena, qui marque désormais la prédominance des chrétiens sur les musulmans dans la péninsule Ibérique, l'empire almohade est réduit à néant : les chrétiens pénètrent par la vallée du Guadalquivir et prennent les villes de Baeza (1226), Úbeda (1233) et Cordoue (1236) ; en même temps, en Estrémadure, ils entrent dans la vallée du Guadiana et s'emparent de Badajoz (1229) et Mérida (1231) ; dans le Levant, après s'être rendus maîtres des îles Baléares (1228-1235), ils prennent enfin possession de Valence (1238). À partir de ces points d'ancrage, ils poursuivent leur offensive au sud-est et étendent leur pouvoir sur Murcie (1243-1266), puis font de même dans les plaines du Guadalquivir : Jaén tombe en 1246 et Séville, la capitale almohade, est prise en 1248. Ces différentes conquêtes sont portées vers l'Atlantique de façon à verrouiller l'entrée dans la Péninsule : Cadix (1260), Jerez de la Frontera (1261) et Niebla (1262) complètent les possessions. Le choc politique et psychologique, que représenta pour les populations musulmanes la perte de tous leurs territoires, s'exprime clairement à travers le poème d'Abu-l-Baqa Salah ar-Rondi, *Thrène de*

restaurer l'orthodoxie sous le rite malékite. Ils furent remplacés dans la totalité du Maghreb (de Marrakech à la Tripolitaine) et dans l'Espagne musulmane par les Almohades (1147-1269) ou « *al-muwahidun* », soit les « partisans du Dieu unique », qui critiquèrent l'étroite observance du rite malékite – fondé au viii^e siècle par le juriste de Médine Malik Ibn Anas – et proposèrent de retourner au Coran et à la tradition du Prophète. En Espagne, ces derniers refirent à leur profit l'unité des territoires musulmans, installèrent leur capitale à Séville où ils construisirent une grande mosquée, dont il ne reste aujourd'hui plus que la tour de la Giralda et la cour des Orangers.

8. Pour une étude approfondie de l'Espagne chrétienne, voir, entre autres, Marie-Claude Gerbet, *L'Espagne au Moyen Âge (viii^e - xv^e siècles)*, Paris, Colin, 1992 ; du même auteur, les chapitres VI (Les Espagnols de la « frontière », viii^e - milieu xiv^e siècle), VII (Les grands royaumes chrétiens : les élites, xi^e - milieu xiv^e), VIII (Le temps des tragédies. Milieu xiv^e - fin xv^e) et IX (L'Espagne des Rois Catholiques) de *L'Histoire des Espagnols*, op. cit., p. 175-315 ; Denis Menjot, *Les Espagnes médiévales : 409-1474*, Paris, Hachette Supérieur, Carré Histoire, 1996 ; Adeline Rucquoi, *Histoire médiévale de la péninsule Ibérique*, Paris, Seuil, Points, 1993.
9. Sur les notions de « Frontière », et plus spécifiquement sur la Frontière entre la Castille et la Grenade nasride, voir les actes du colloque *La Frontera oriental nazarí como sujeto histórico (s. XIII-XV)*, Lorca-Vera, 22-24 de novembre de 1994, Pedro Segura Artero (coord.), Diputación de Almería, Instituto de Estudios almerienses, 1997, ou encore, plus récent, un colloque de la Casa de Velázquez sur *Les sociétés de la Frontière. De la Méditerranée à l'Atlantique (xvi^e - xvii^e siècles)*, Madrid, 18-20 septembre 2006, sous la direction de Michel Bertrand et Natividad Planas, actes à paraître.

Séville ou d'Andalousie, traduit en alexandrins par Jalel El Gharbi, que nous présentons dans ce dossier.

Du milieu du XIII^e siècle à la fin du XV^e, de l'ancienne puissance d'al-Andalus, il ne reste plus que le petit émirat de Grenade, sur lequel règne, depuis 1238, la dynastie des Nasrides¹⁰ qui, par d'habiles alliances, tantôt avec les musulmans d'Afrique du Nord, tantôt avec les États chrétiens péninsulaires, arrivera à se maintenir jusqu'en 1492.

Les XIV^e et XV^e siècles sont marqués par des catastrophes démographiques dues à de nombreuses famines (entre 1310 et 1346) et à de grandes épidémies (comme la Peste Noire en provenance d'Asie, qui pénétra en 1348 par Majorque et Valence puis s'étendit dans toute la Péninsule), par des crises économiques nées de la baisse importante de la population, par des luttes sociales (soulèvements de paysans et d'artisans contre la noblesse terrienne et les riches commerçants des villes) et par de perpétuels conflits politiques du règne de Ferdinand IV (1295-1312) à celui d'Henri IV de Castille (1454-1474). Guerres entre un monarque, qui essaie d'imposer l'autorité royale, et la noblesse de clans rebelles, comme ce fut le cas sous le règne d'Alphonse XI de Castille (1312-1350) ; conflits armés au sein d'une même monarchie, comme par exemple la lutte fratricide qui opposa Pierre I^{er} le Cruel (1350-1369) à son demi-frère Henri de Trastamare (Henri II de Castille, 1369-1379). Deux siècles de troubles pendant lesquels, sauf exception (victoire d'Alphonse XI de Castille sur les Mérinides¹¹ au Río Salado en 1340), la *Reconquista* marque une longue pause. Ce n'est que dans les vingt dernières années du XV^e siècle, avec l'avènement des Rois Catholiques (Isabelle, reine de Castille en 1474 ; Ferdinand, roi d'Aragon en 1479) que le mouvement s'accélère de nouveau : 1482, les Castillans prennent Alhama ; 1485 et 1487, les places et villes de Ronda et Málaga tombent aux mains des chrétiens ; 1491, débute le siège de Grenade qui finira par la reddition signée par Boabdil le 25 novembre 1491 et l'entrée solennelle des Rois Catholiques dans la ville le 2 janvier 1492.

Nous venons de poser les jalons spatio-temporels d'une histoire partagée entre États musulmans et États chrétiens, mais qu'en fut-il des populations ? Il serait erroné de penser qu'il y eut cloisonnement et opposition entre les uns et les autres : il convient plutôt de souligner, si ce n'est un important brassage, une grande variété ethnique et une diversité religieuse. Aux Hispano-goths et aux Hébreux qu'il y avait dans la péninsule Ibérique avant la conquête musulmane, s'ajoutèrent essentiellement des Berbères (zones montagneuses du sud et du centre), des Égyptiens (Murcie), des Syriens (Grenade) et des Arabes (vallée du Guadalquivir) ; musulmans, juifs et chrétiens se côtoyèrent, même si la majeure partie de la population se convertit à l'islam. Il est possible que cette conversion ait été favorisée par l'arianisme, qui considérait que Jésus n'était qu'un homme. Bien qu'officiellement

10. Voir, entre autres, Rachel Arié, *L'Espagne musulmane au temps des Nasrides (1232-1492)*, Paris, éd. de Boccard, 1973.

11. Comme les Almoravides et les Almohades, les Mérinides (ou Marinides, de la tribu des *Banu Marin*, XIII^e - XV^e siècles) étaient une dynastie berbère. Ils intervinrent en Espagne à la demande des Nasrides de Grenade (première grande expédition mérinide en Espagne, 1275 ; Algésiras, 1309 ; Gibraltar, 1333), ce qui permit à ces derniers leur maintien jusqu'en 1492.

disparue en Espagne avec la conversion du roi wisigoth Recarède I^{er} en 589, cette hérésie chrétienne professée par les Goths (IV^e - VI^e siècles) a pu constituer un terreau psychologiquement favorable au changement religieux. Il est cependant plus probable que ce furent les avantages, notamment de type fiscal, qui poussèrent à la conversion. Les *muwallads* ou *muladíes*, chrétiens convertis à l'islam qui vivaient en al-Andalus, étaient de deux types : les *maulas*, c'est-à-dire les esclaves qui recouvraient leur liberté en embrassant l'islam, et les renégats, chrétiens d'origine hispanique qui avaient renié le christianisme. Quant aux mozarabes, ce sont les chrétiens qui ont choisi de conserver leur religion ; ils ont formé d'importantes communautés à Tolède, Cordoue, Séville et Mérida, se soulevant parfois contre le pouvoir musulman en place. Tout comme les juifs, ils sont soumis au statut de *dhimma*, réservé aux « gens du Livre », qui, bien que reconnaissant leur religion monothéiste, les plaçait toutefois à un niveau inférieur.

Au fur et à mesure que les chrétiens avançaient dans la Péninsule, et notamment aux moments où les minorités juive et mozarabe étaient sommées de se convertir ou de s'exiler (époques almoravide et almohade, par exemple), les déplacements de populations furent nombreux : juifs et chrétiens vers le nord, musulmans vers le sud.

Entre les deux, la Frontière, vaste espace périphérique ouvert entre les deux zones de peuplement soumises aux pouvoirs des chrétiens et des musulmans, quasi désert, mouvant, variable. Un *no man's land* qui n'est pas une terre totalement vide, mais une zone d'équilibres fragiles, en perpétuelle recomposition, un lieu d'échanges aussi, et un champ d'expérimentations guerrières pour les nobles des deux camps.

L'Espagne chrétienne « re-conquérante » devait repeupler les terres prises aux musulmans. Nobles et ecclésiastiques se taillèrent la part du lion dans la répartition des territoires et jouèrent un grand rôle dans leur repeuplement (*repartimientos*). L'on assiste à l'érection de nombreuses forteresses, par exemple en Castille¹², et à la fondation d'un grand nombre d'églises et de monastères, comme dans la vallée du Douro et en terres catalanes (monastères cisterciens de Poblet et Santes Creus). Les grands ordres militaires et religieux castillans, fondés au XII^e siècle (Calatrava, 1158 ; Santiago, 1170 ; Alcántara, 1177), participèrent activement à la *Reconquista* et obtinrent en récompense de vastes territoires situés notamment dans la Manche et en Estrémadure. L'ordre de chevalerie de Montesa, créé en 1319 par Jacques II d'Aragon, s'occupa également de repeupler le nord du royaume de Valence avec des colons chrétiens.

Les musulmans n'eurent pas toujours la possibilité ni les moyens d'émigrer vers al-Andalus, selon l'obligation religieuse qui leur était faite¹³, et une grande majorité, choisissant de rester sur leur terre, accepta la condition de mudéjar, soit de musulman vivant en pays chrétien, statut également considéré comme

12. Le nom de Castille (*Castilla*) vient du fait que dans ce territoire, longtemps zone-frontière entre l'islam et la chrétienté, l'on construisit de nombreux châteaux (*castillos*).

13. Le Coran comporte deux versets (Sourates IV, 97-100, et VIII, 72-75) établissant l'obligation d'émigrer (*hâdjara*) hors du territoire de l'infidèle. Voir *Le Coran* (trad. R. Blachère), Paris, Maisonneuve et Larose, 1966, p. 120 et 211.

inférieur à celui des chrétiens. Selon l'époque et le lieu, le phénomène mudéjar ne recouvre pas les mêmes réalités¹⁴. Jusqu'à la prise de Tolède en 1085, les conquêtes chrétiennes concernent surtout des territoires déserts et peu peuplés ; ce n'est qu'à partir du XII^e siècle, époque où l'on incorpore des zones urbaines à forte densité de population musulmane (Saragosse, Lérida, Tortosa, Teruel, Cuenca) que les souverains chrétiens se verront obligés de composer avec leurs nouveaux sujets. Au XIII^e siècle, c'est dans le royaume de Valence et aux Baléares que l'on trouve la plus forte concentration de mudéjars ; en Aragon, ils constituent environ 30 % de la population totale ; en Catalogne, beaucoup moins nombreux, ils forment toutefois quelques noyaux durs dans les vallées de l'Ebre intérieur. Quant aux musulmans des grandes villes andalouses, qui toutes les unes après les autres tombent aux mains des chrétiens à cette même époque, ils furent obligés d'abandonner les villes et de se retirer dans les zones rurales, sort réservé aussi aux musulmans de la ville de Valence suite à la conquête de Jacques I^{er} d'Aragon, dit le Conquérant. Les conditions de vie difficiles auxquelles ils furent soumis provoquèrent en 1264-1266 une grande révolte des mudéjars d'Andalousie et de Murcie contre la domination castillane. Alphonse X le Sage décréta leur expulsion d'Andalousie, provoquant ainsi leur émigration en masse, notamment vers le jeune royaume nasride de Grenade.

Partout où leur nombre le justifie, les mudéjars (tout comme les juifs) sont regroupés en *aljamas*, c'est-à-dire en communautés autonomes avec leur hiérarchie et organisation sociale interne (l'*alamin*, expert en matières économiques et fiscales ; l'*alfaqui*, chef religieux ; l'*alcade* ou *cadhi*, juge et notaire ; etc.), chargées de défendre les intérêts de la communauté face aux abus du pouvoir, de préserver les lois et les croyances islamiques, mais aussi, en échange de leur existence, de reconnaître le pouvoir chrétien et de payer des impôts. L'*aljama* se confond souvent avec le quartier qui leur est réservé dans les villes au Moyen Âge : la *morería* – tout comme la *judería*, réservée aux juifs – est entourée de murs, et elle est l'un des éléments qui composent la cité hispanique médiévale.

Au XIV^e siècle, la liberté des mudéjars fut limitée : on leur interdit de changer de résidence et d'avoir des relations professionnelles avec les chrétiens ; on les obligea aussi au port d'un capuchon jaune ou d'un insigne en tissu bleu en forme de demi-lune cousu sur l'épaule droite. Cette situation ségrégationniste provoqua des vagues d'émigration en direction de l'émirat nasride de Grenade, portant sa population à environ 300 000 habitants. Ce royaume de 30 000 km² recouvre la quasi-totalité des actuelles provinces de Málaga, Grenade et Almería, ainsi qu'une partie non négligeable de celles de Séville, Cadix, Cordoue et Jaén. Il comporte une grande variété de paysages qui se prêtent à une exploitation agricole diversifiée et ses paysans sont d'experts horticulteurs ; ses villes, très peuplées, possèdent

14. Voir, entre autres, les différents travaux du Centre d'Études Mudéjares de Teruel, parmi lesquels José Hinojosa, *Los mudéjares. La voz del Islam en la España cristiana*, 2 vol., 2002 ; *Actas Simposio Internacional de Mudejarismo (Mudéjares y moriscos. Cambios sociales y culturales)*, Teruel 12-15 sept. 2002, Centro de Estudios Mudéjares, Teruel, 2004, et sur cette question Jean-Pierre Molénat, « Des musulmans aux mudéjars », p. 5-17 et Manuel Ruzafa García, « En torno al término "mudéjar", concepto y realidad de una exclusión social y cultural en la Baja Edad Media », p. 19-25.

des artisans habiles dans tous les métiers. Il dispose de ports nombreux et bien abrités, grâce auxquels il est en contact direct et constant avec le monde méditerranéen, l'Afrique et le Moyen-Orient. S'il exporte des fruits secs et de la soie, il reçoit des épices, des esclaves et de l'or du Soudan, mais ces richesses ne font que transiter par son territoire puisqu'elles servent, en grande partie, à payer à la Castille le tribut (*parias*) qui permet au royaume de conserver son indépendance. Car, pendant tout le ^{xv}^e siècle, l'on assiste à de nombreuses alternances de périodes d'hostilités et de trêves, qui témoignent de la permanence d'un état de guerre latent entre la Castille et le royaume de Grenade. L'idéologie de la Reconquête, quelque peu abandonnée par les monarques chrétiens pendant tout le ^{xiv}^e siècle à cause des nombreux troubles qu'ils durent affronter, refait surface, encouragée par la papauté qui octroie plusieurs bulles de croisade aux Castillans (1421, 1432, 1449 et 1455). Mais c'est à partir des années 1480 que les Rois Catholiques mèneront une guerre sans merci – favorisée par les luttes internes pour le pouvoir au sein du royaume nasride – qui aura raison du dernier État musulman de la péninsule Ibérique : Alhama (1482), Ronda (1485), Loja (1486), Málaga (1487), les deux Vélez – Blanco et Rubio – et Vera (1488), Baza, Guadix et Almería (1489) tombent aux mains des chrétiens, annonçant la chute de Grenade. Le 25 novembre 1491, le dernier roi nasride Mohamed XII, le Boabdil (Abu Abd Allah) des chrétiens, signe l'accord de reddition (*Capitulaciones*). Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille font leur entrée triomphale dans la ville le 2 janvier 1492.

Dans les *Capitulaciones* de Santa Fe, les Rois Catholiques s'engageaient, en leur nom et en celui de leurs descendants, à respecter pour toujours (« *para siempre jamás* ») les promesses faites à leurs nouveaux sujets : ils pourraient continuer à pratiquer leur foi islamique, à conserver leurs lois et tribunaux, à parler leur langue arabe, à garder leurs us et coutumes, bref à vivre comme par le passé. Cependant, très vite, ces accords furent violés, les uns après les autres, par les chrétiens : on limita leur liberté en leur interdisant de vivre près des côtes ou d'acheter des terres fertiles dans les plaines de Grenade réservées aux colons chrétiens, on les humilia en les désarmant, on les greva de lourds tributs en 1494, puis de nouveau en 1499. Les 40 000 colons chrétiens venus s'installer à Grenade, déçus du peu de terres mises à leur disposition, commencèrent à considérer les mudéjars comme leurs ennemis. Les tensions entre les deux communautés augmentèrent d'autant plus que les autorités voulurent évangéliser et convertir les Grenadins.

En octobre 1499, Ximénez de Cisneros, archevêque de Tolède et donc primat d'Espagne, accompagne les Rois Catholiques et la Cour à Grenade. Confesseur de la reine Isabelle de Castille, il a un grand pouvoir sur les décisions prises par les monarques. Dès son arrivée, il manifeste son mécontentement face à la lenteur des conversions entreprises par le premier archevêque de Grenade, Hernando de Talavera, partisan d'une évangélisation par la douceur et la persuasion. Il décide d'accélérer le processus, en baptisant les mudéjars grenadins en masse dans les mosquées transformées en églises. Puisqu'il s'agit d'éradiquer la religion musulmane, il fait saisir tous les corans et les fait brûler en place publique. Le problème est que de nombreux manuscrits, n'ayant rien à voir avec la religion, disparaîtront aussi. Homme de foi et de conviction, sa ferveur religieuse et sa fermeté dans

l'action s'expriment aussi par l'intransigeance religieuse. En 1504, il investira une grande partie des revenus de l'archevêché de Tolède (le plus riche d'Espagne) et prendra personnellement la tête d'une croisade lancée sur Oran¹⁵. Le coup de force de Cisneros sera à l'origine d'une insurrection, née le 18 décembre 1499 dans le quartier de l'Albaicín de Grenade. Bien que vite étouffée, la rébellion se propagea à las Alpujarras (1500), puis aux Sierras de Ronda et d'Almería (1501). Les Rois Catholiques se saisirent de l'occasion pour dénoncer la validité des accords de 1491, au titre du crime de lèse-majesté commis par ces nouveaux sujets qui ont osé se révolter contre leur souverain. En 1501, ils seront sommés de choisir entre le baptême ou l'exil. En 1502, cette décision sera étendue aux mudéjars de toute la Couronne de Castille, bien qu'ils n'aient rien fait. Dans les territoires de la Couronne d'Aragon, les seigneurs obtinrent du roi, Ferdinand le Catholique, la promesse que cette mesure ne serait pas appliquée (1510). Mais, quelques années plus tard, en 1525-1526, son successeur au trône, Charles Quint – Charles I^{er} d'Espagne –, décida de la conversion forcée de tous les musulmans. Par le baptême, les mudéjars passaient au statut de « nouveaux convertis de mores », soit de morisques.

« Émigrer ou rester ? Le dilemme des morisques entre les fatwas et les contraintes du vécu », titre de l'article d'Abdelkhalek Cheddadi, explique bien la situation des musulmans d'Espagne. Pour un musulman dont le pays aurait été pris par les chrétiens – cas des mudéjars –, l'émigration vers un pays d'islam est, comme nous l'avons vu, une obligation religieuse qui ne saurait être transgressée. Telle est la position du mufti de Fès al-Wansharisi, exprimée dans sa fatwa rédigée en 1491, à la veille de la chute de Grenade. Par contre, le texte d'al-Maghrawi, écrit en 1504, ignore la question de l'émigration et légalise la pratique de la dissimulation (*la taqiyya*)¹⁶. Il faut dire qu'au moment où al-Wansharishi délivre sa fatwa, les musulmans peuvent encore vivre en pays islamique dans la péninsule Ibérique, alors que ce n'est plus le cas en 1504. Les autorités espagnoles ont décrété la conversion ou l'exil des mudéjars castillans en 1502, mais très vite, se rendant compte de la perte démographique et par conséquent économique que pouvait représenter leur départ, elles ont interdit l'exil. Les mudéjars se voyaient contraints à la conversion. Le dilemme qui avait pu être celui de leurs ancêtres – s'exiler vers un pays musulman ou rester – n'existait plus. Les autorités musulmanes ont donc dû adapter leur discours et trouver une solution acceptable pour leurs coreligionnaires espagnols.

De grandes campagnes d'évangélisation furent lancées un peu partout en Espagne, notamment dans les régions où il y avait le plus de morisques, c'est-à-dire Grenade et le royaume de Valence. Youssef El Alaoui en se penchant sur « L'évangélisation des Morisques ou comment effacer les frontières religieuses » constate

15. Ximénez de Cisneros est un personnage très complexe. Grand humaniste, il est à l'origine de la fondation de l'université d'Alcalá de Henares. C'est également à lui que l'on doit la réforme de l'Église espagnole, et notamment des ordres religieux, parmi lesquels l'ordre des franciscains, auquel il appartient.

16. Voir à ce propos Louis Cardaillac, *Morisques et chrétiens. Un affrontement polémique (1492-1640)*, Paris, Klincksieck, 1977, p. 87 sq.

l'échec de la politique de catéchisation et d'assimilation de cette minorité. En 1609, les frontières religieuses sont plus que jamais présentes. D'une part, les morisques, dans leur grande majorité, refusent de perdre leur identité ; d'autre part, les vieux-chrétiens, en général, rejettent ces nouveaux convertis. Peu sont ceux qui acceptent les mariages mixtes et d'« infecter, de corrompre, d'empoisonner » (*infi-cionar*) le sang de leur famille vieille-chrétienne en le mêlant au « sang impur » des minorités. Les statuts de « pureté de sang », qui ferment les portes aux personnes d'origine judaïque ou musulmane, aux noirs, aux esclaves et aux gitans, aux orphelins – puisqu'on ne connaît pas leurs ascendants –, sont en pleine expansion, notamment depuis la moitié du xvi^e siècle.

L'on essaya aussi d'effacer l'identité musulmane des morisques en les obligeant à changer de nom et de prénom au moment du baptême. C'est ce que tente d'étudier Florence Lecerf dans « Une identité imposée, une identité revendiquée chez les morisques grenadins au xvi^e siècle ». En 1568, l'utilisation des noms et prénoms musulmans réapparaît chez les morisques. Comment ne pas comprendre que le soulèvement des Grenadins de cette année-là, et le traumatisme de leur déportation en masse en Castille en 1570, ne pouvait que marquer le retour plus que jamais à une identité revendiquée ?

En 1566, après un délai de quarante ans accordé aux morisques par Charles Quint pour permettre à cette minorité de s'intégrer à la société vieille-chrétienne, son successeur aux Couronnes de Castille et d'Aragon, son fils Philippe II, n'accepta plus de compromis et décida de réactiver l'édit de 1526 qui interdisait aux morisques divers us et coutumes rattachés à la religion musulmane, le port de leurs vêtements traditionnels, l'utilisation de la langue arabe, et bien entendu la pratique de l'islam. De plus, s'ils ne suivaient pas au pied de la lettre le dogme catholique, l'Inquisition avait toute latitude de les poursuivre, les condamner et confisquer tous leurs biens. L'application de cette mesure provoqua un soulèvement des morisques de Grenade, qui débuta la veille de Noël 1568. Écrasée par les armées royales menées par don Juan d'Autriche, demi-frère du roi, la révolte grenadine fut suivie d'une déportation en masse des insurgés vers les terres de la Manche et de la Nouvelle-Castille, ou vers l'Andalousie occidentale et l'Estrémadure. Les autorités laïques et ecclésiastiques pensaient qu'en insérant les familles morisques au sein de la société vieille-chrétienne, ils s'assimileraient. Une première déportation, en juin 1569, des morisques de la Vega et de l'Albaicín de Grenade, et le déplacement forcé de morisques des Alpujarras un peu plus au nord de leur région d'origine, effectués « sans trop de problèmes », décidèrent les autorités à décréter le 1^{er} novembre 1570 une expulsion générale de leur région d'origine des morisques de l'ancien royaume de Grenade et leur déportation. Ainsi, environ 80 000 morisques « grenadins » furent déportés en terres de Castille, venant grossir le nombre de morisques castillans dits « maures anciens », pour la plupart intégrés voire assimilés, et dont le nombre s'élevait entre 20 000 et 30 000 à la fin du xv^e siècle.

José Antonio Martínez Torres et Miguel Fernando Gómez Vozmediano (« Microhistoire d'une déportation de morisques ») nous montrent comment les autorités s'y prirent pour déporter 6 000 morisques vers Tolède. Rassemblés, en-

fermés et entassés dans les églises et à l'hôpital général de Grenade pendant plus d'une semaine, les morisques, arrachés à leurs lieux d'origine, furent conduits par des soldats jusqu'aux lieux de leur déportation. Les auteurs nous font suivre la lente avancée et les péripéties d'une colonne d'environ 1 000 hommes, femmes et enfants sur le chemin de leur déportation vers Tolède, de novembre à fin décembre 1570, pendant presque deux mois d'hiver, à pied, dans le froid et la pluie, accompagnés de charrettes transportant les plus faibles, quelques effets personnels et de la nourriture. Avec eux, nous voyons comment les autorités essaient quelques familles ou quelques individus dans les villages à majorité chrétienne qu'ils traversent tout au long du chemin qui mène de Grenade à Tolède. Si la majorité arriva à Tolède, lieu final de leur destination, plusieurs dizaines moururent en chemin, de froid et d'épuisement.

Michel Boeglin analyse la situation des plus de 4 000 morisques grenadins déportés à Séville en 1570 jusqu'au moment de leur expulsion d'Espagne (« De la déportation à l'expulsion : évangélisation et assimilation forcée. Les morisques à Séville, 1570-1610 »). Il présente le dispositif mis en place par les autorités pour contrôler cette minorité, dont le nombre ne fit qu'augmenter (en 1589, ils étaient environ 6 300 ; la veille de l'expulsion, 7 500), malgré l'interdiction qui leur était faite de se déplacer et de s'installer ailleurs sans autorisation. La « capitale des Indes », sans doute encore plus que les autres grandes villes de Castille, attira de nombreux morisques, même si, ici comme ailleurs, les autorités laïques et ecclésiastiques réprimèrent cette minorité et tentèrent de la réduire et de l'assimiler à travers l'évangélisation, notamment des plus jeunes. Si les décideurs économiques accueillirent à bras ouverts ces nouveaux venus expérimentés, qui faisaient chuter les prix de production, la population vieille-chrétienne redoubla de méfiance envers eux et les rejeta en masse. Bien qu'en fin de compte peu nombreux (entre 6 et 8 % de la population totale), les morisques suscitèrent la psychose parmi les chrétiens. Dans les années 1580, des rumeurs de complots et de soulèvements circulèrent à Séville (mais aussi dans le royaume de Valence) et en 1582 la *Junta* de Lisbonne, assemblée réunissant des plus hautes autorités autour de Philippe II, commença à envisager l'expulsion des morisques. En 1600, une nouvelle « rumeur » de soulèvement se répandit à Séville.

La révolte des Alpujarras de 1568-1571 eut encore de nombreuses autres conséquences tragiques pour les morisques grenadins, puisque leur rébellion contre le roi les plaçait en situation d'être réduits en esclavage. Ainsi, de nombreux morisques insurgés, faits prisonniers par des soldats chrétiens ayant participé à l'écrasement de l'insurrection, furent vendus comme esclaves, essentiellement dans les zones frontalières avec le royaume de Grenade (Cordoue, Jaén et Murcie), mais aussi dans les territoires de la Manche. Le problème est que l'esclavage ne concerna pas uniquement des hommes ayant participé au soulèvement, mais il toucha aussi pour une grande part les femmes et les enfants morisques. C'est à eux que s'intéresse Francisco J. Moreno Díaz dans son article « Marginaux parmi les marginaux : enfants, femmes et esclaves morisques en Nouvelle-Castille ». Il souligne, entre autre, la gravité de la situation et les différentes stratégies d'affranchissement. La Couronne prit très vite conscience du problème, puisque dès le

20 juillet 1572 une provision royale organisait la traite et la possession d'esclaves morisques et, le 30 juillet, une « pragmatique des enfants mineurs » (ratifiée le 6 octobre de la même année) stipulait que les garçons de moins de 10 ans et demi et les filles de moins de 9 ans et demi ne pouvaient pas être faits esclaves. Il s'agissait de prouver par-devant les tribunaux royaux (le Conseil des Ordres militaires, dont dépendaient une grande partie des terres de la Manche, ou la Chancellerie de Grenade pour tous les territoires situés au sud du Tage) que l'esclave avait été réduit en esclavage alors qu'il était mineur. L'autre moyen d'obtenir la lettre d'affranchissement d'un esclave étant la rédemption ou le rachat de celui qui était en captivité, on remarque, en l'occurrence, l'importance de la solidarité morisque, où chacun, même parmi les plus pauvres, apportait sa contribution, fût-elle dérisoire.

Aurelia Martín-Casares et Margarita García Barranco (« Attitudes des morisques et des chrétiens du royaume de Grenade face à l'esclavage ») constatent également l'importance des libérations obtenues grâce au paiement de rançons solidaires au sein du groupe morisque, mais elles dénoncent aussi, au lendemain de la révolte des Alpujarras, la possession par l'élite morisque grenadine d'esclaves tout comme eux morisques. Depuis 1492, malgré les interdits, les morisques grenadins ont continué de posséder des esclaves, pour l'essentiel noirs-africains en provenance du comptoir portugais du Cap-Vert ou de la traite sub-saharienne, jusqu'en 1560. Cette année-là, un décret royal de Philippe II interdit de nouveau aux morisques la possession d'esclaves, mais l'élite obtint du roi des autorisations. Le fait que certains morisques aient pu passer outre la législation montre que le groupe morisque n'était pas monolithique et qu'il existait une grande hétérogénéité de conditions en son sein. Au contraire, nombreux sont les points communs entre les élites chrétiennes et morisques, ne serait-ce déjà que sur ce plan, puisqu'aussi bien les uns que les autres ont de tout temps défendu le droit d'en posséder. Pourtant la vision qu'avaient les chrétiens des morisques est stéréotypée et elle sert amplement la propagande étatique.

L'insurrection des Grenadins de 1568 fit craindre aux autorités la propagation du soulèvement aux territoires de la Couronne d'Aragon, notamment au royaume de Valence fortement peuplé de morisques (entre 30 et 40 % de la population). Cette appréhension était d'autant plus justifiée que, dès la conversion forcée des mudéjars (1525-1526), il y avait eu de nombreuses rébellions dans l'arrière-pays valencien (Sierra de Bernia et Sierra d'Espadán, par exemple). Rafael Benítez Sánchez-Blanco et Juan Francisco Pardo Molero analysent les « Obstacles à l'intégration des morisques du royaume de Valence ». Ils passent en revue les différentes discriminations subies par les morisques (interdiction de porter des armes, de vivre sur le littoral, de changer de domicile, d'émigrer), qui expliquent en grande partie le rejet de la politique d'intégration et leur résistance. Malgré le baptême, ils ne sont pas considérés comme des chrétiens à part entière, et ils subissent de nombreuses vexations, non seulement de la part des vieux-chrétiens qu'ils côtoient, mais aussi des ecclésiastiques, dont certains refusent même de leur donner les sacrements. D'un point de vue fiscal, leur conversion aurait dû leur

donner l'égalité de traitement avec les vieux-chrétiens, pourtant ils continuent à payer les tributs d'antan aux seigneurs dont ils sont les vassaux.

Ce sont ces mêmes rapports de vassalité qui lient les morisques d'Aragon à leurs seigneurs, que Fausto Garasa analyse également. « Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir », montre comment cette minorité s'est retrouvée, bien malgré elle, au centre d'intérêts opposant les institutions traditionnelles aragonaises, qui revendiquent haut et fort leurs privilèges ancestraux, à la monarchie, qui utilise l'Inquisition comme instrument de son pouvoir de plus en plus centralisateur et absolu. Cet auteur évoque également les conditions de vie de cette minorité, les révoltes et conflits armés (comme celui de 1585-1589 qui opposa les morisques des terres basses aux montagnards du nord de l'Aragon), les liens tissés avec les autres morisques (notamment valenciens) et les Béarnais qui les rendent suspects aux yeux des autorités.

Le morisque hypocrite, conspirateur, traître, devient l'ennemi intérieur qu'il faut abattre. Tel est le sentiment des vieux-chrétiens à la veille de l'expulsion, exploité et décuplé par la propagande politique. C'est ce que souligne également Olivier Caporossi dans son étude sur « Le crime de monnaie des morisques au début du XVII^e siècle. Fausse monnaie et fausse religion dans la propagande anti-morisque » qui porte notamment sur le supposé « complot monétaire des morisques aragonais ». La crise économique et l'inflation monétaire causée par une production de plus en plus importante de monnaie de billon trouvent ainsi des responsables dans les morisques faux-monnayeurs. Le comble de l'absurde, c'est que les morisques seront considérés, selon la formule d'Henry Méchoulan, comme « des juifs aggravés d'islamisme » ! Les morisques sont devenus « un poison », « une peste », « une lèpre », « un cancer », dont il faut coûte que coûte se débarrasser. Ils forment à l'intérieur de l'Espagne une cinquième colonne, en collusion permanente avec les ennemis extérieurs : Huguenots béarnais, Turcs et Barbaresques. Sans compter que le contexte politique international de guerre entre chrétiens et musulmans en Méditerranée, les constantes attaques et razzias perpétrées par les corsaires barbaresques, notamment sur les côtes du Levant espagnol, zone de plus grande concentration de morisques, ont également pesé sur la décision d'expulsion.

Miguel Ángel de Bunes Ibarra veut replacer les morisques dans le contexte de politique internationale, notamment « [...] dans le monde méditerranéen du XVI^e au XVII^e siècle ». Pour lui, les morisques furent à la fois les victimes de la politique de l'Espagne et de la Sublime Porte. Philippe III, affaibli en Europe du Nord par l'indépendance de la Hollande et par l'échec de la libération de l'Irlande du joug anglais, veut montrer aux États européens que la monarchie hispanique est encore une grande puissance avec laquelle il faut compter. Lors du soulèvement des Alpujarras, l'aide en armes et en experts de la guerre que les morisques reçurent d'Alger fut dérisoire, et Sélim II profita que les forces espagnoles étaient toutes occupées à écraser l'insurrection pour attaquer et conquérir Chypre. Malgré l'image de *Pax Hispanica* que l'on donne au règne de Philippe III, il n'en fut rien en Méditerranée. L'expulsion des morisques fit partie d'une politique offensive vis-à-vis des musulmans : occupation de Larache et de la Mamora, différentes attaques des

Régences (ports de Tunis, Bône et Alger), course réactivée à l'initiative des vice-rois de Sicile et de Naples (Lemos et Osuna).

Les différentes phases de l'expulsion (1609-1614) sont minutieusement étudiées par Manuel Lomas Cortés dans son article intitulé « Gouvernement et administration dans l'expulsion des morisques ». L'auteur nous montre comment les gouvernants espagnols ont fait le choix d'expulser les morisques, territoire après territoire, par différentes vagues, de façon à contrôler totalement le processus d'expulsion du début à la fin, s'adaptant aux circonstances au fur et à mesure, de façon à éviter un soulèvement général des morisques.

Pierre Santoni nous présente « Les tournées de François de Beaumont pour l'expulsion des morisques de Provence (janvier-mars 1611) ». Dans son travail, nous suivons les péripéties par lesquelles sont passées des centaines de morisques qui refusent d'embarquer pour la Berbérie. Les Andalous, Grenadins et Murciens touchés par le décret d'expulsion du 12 janvier 1610 publié à Séville, furent autorisés à emmener avec eux leurs enfants de moins de 7 ans, à la seule condition de partir vers un pays chrétien. Résultat : plus de la moitié de ceux qui embarquent à Séville disent vouloir partir pour Marseille, même si l'on sait que certains bateaux affrétés à des particuliers par les morisques feront finalement voile vers l'Afrique du Nord. Henri IV était déjà revenu sur l'accueil des morisques par la France par un décret signé le 15 avril 1610 où il interdisait leur entrée et ordonnait leur sortie du royaume. Son assassinat, le 14 mai 1610, compliquera encore plus la situation de ces étrangers espagnols ennemis des Français. Le parlement d'Aix, par arrêt du 3 décembre 1610, décrétait l'expulsion de tous les morisques. Malgré ces interdictions réitérées, de nombreux morisques aragonais et catalans continuent d'affluer en Provence. Certains veulent rester à tout prix, d'autres ne considèrent les ports français que comme une escale vers l'Italie, Tunis ou Constantinople. D'autres encore n'ont qu'un seul but, revenir en Espagne. C'est le sort tragique de cette minorité, mais aussi la grande diversité de cas, que nous appréhendons à travers cet article et les documents présentés.

La grande majorité des morisques, par choix délibéré ou par obligation, se retrouva toutefois en Afrique du Nord, où ils essayèrent de reconstruire leur vie. Paysans, artisans, tous contribuèrent au développement des pays qui avaient accepté de les accueillir, marquant de leur empreinte le paysage urbain et agraire du Maghreb.

Samia Chergui étudie « Les morisques et l'effort de construction d'Alger aux XVII^e et XVIII^e siècles ». Elle nous montre le rôle prépondérant qu'ils jouèrent dans l'essor urbain de la ville. Depuis l'époque d'al-Andalus, où prédominaient les villes sur les campagnes, les « Andalous » ont excellé dans tous les métiers du bâtiment. Maçonnerie, charpenterie, menuiserie, ébénisterie, tous les métiers ont leurs maîtres qui rivalisent en habileté et expertise. À Alger, les morisques ont aussi contribué à l'entretien ou à l'édification de mosquées et de lieux saints, ainsi qu'à l'enrichissement des biens *habûs*, qui leur étaient attachés. Ils se sont également impliqués dans la gestion municipale de la Ville.

Nizar Sayari nous explique l'« Origine du paysage andalou dans le nord-ouest tunisien » en étudiant « Testour et son héritage morisque ». Les quelques

80 000 morisques qui ont trouvé refuge dans la Régence de Tunis se sont regroupés dans la péninsule du Cap Bon (comme à Soliman, ou encore Zaghouan), dans le Sahel de Bizerte (comme à Qalat al-Andalus, Ras al-Jbel ou Ghar al-Melh) et dans la vallée de la Medjerda (comme à Testour). Partout, ils ont façonné le paysage des bourgs et des campagnes le rendant semblable à celui qu'ils avaient abandonné en Espagne. S'ils furent bien reçus par Othman Bey (1595-1610) et Youssef Bey (1610-1637), qui voyaient en leur arrivée un contrepoids aux révoltes des tribus arabes de l'intérieur des terres et un soutien du pouvoir ottoman protecteur des morisques, il n'en fut pas toujours de même avec les autochtones. C'est ce que relève Lotfi Aïssa à travers l'exemple de Mohamed Ibn Abd-al-Rafi, morisque de Murcie exilé à Tunis, en 1597, quelques années donc avant l'expulsion.

« Dans la tourmente de l'exil : plaidoirie d'un morisque de Murcie installé à Tunis au XVII^e siècle » se fait l'écho du traumatisme vécu par cette communauté arrachée à son pays, et pas toujours bien accueillie par la population locale. En Espagne, ces « nouveaux chrétiens » n'étaient pas considérés comme des chrétiens à part entière et la sincérité de leur conversion était presque toujours mise en doute par les « vieux-chrétiens ». À Tunis, les « vieux-tunisois » doutent de la pureté de foi islamique des morisques et de leurs origines, leur sang s'étant trop mélangé à celui des « infidèles ». Considérés comme de « faux chrétiens » en Espagne, ils seront vus comme de « faux musulmans » en pays islamique. De la même façon qu'on leur demandait de s'adapter, de s'intégrer, de s'assimiler à la société chrétienne, ils devront faire de même dans le pays d'accueil. Prouver que l'on est tout aussi musulman, voire plus, que ceux parmi lesquels on vit, sera sans doute le but que certains morisques se donneront. N'est-ce pas ce que cherche à faire Mohamed Ibn Abd-al-Rafi quand il étudie au sein de la zaouia de son maître Qashshash à Tunis et rédige en arabe littéraire et dans un style châtié une œuvre hagiographique consacrée au prophète ?

Dans « Les morisques et l'édification de la ville de Rabat », Safaa Monqid nous montre comment les morisques donnèrent une nouvelle impulsion à la ville, mais elle nous explique également comment les habitants de Salé furent hostiles à l'installation des morisques qu'ils considéraient comme de mauvais musulmans et traitaient avec mépris de « chrétiens de Castille ». L'auteur souligne qu'aujourd'hui encore l'on utilise l'expression *mselmin er-Rbât* (musulmans de Rabat), de façon ironique, pour faire référence à la foi douteuse de ces derniers. Pourtant les morisques d'Hornachos, qui furent les premiers à s'installer dans la casbah de Rabat, même avant le décret d'expulsion, étaient dotés d'une profonde foi musulmane et parlaient l'arabe, alors que les morisques venus ensuite d'ailleurs ne parlaient qu'espagnol et étaient très attachés à l'Espagne.

C'est cette même configuration que nous présente Leila Maziane dans « Salé au XVII^e siècle, terre d'asile morisque sur le littoral atlantique marocain ». Le rejet des Salétins fut si important qu'il y eut très vite une séparation des deux communautés et que les morisques fondèrent Salé-le-neuf, en opposition à ce qui fut appelé Salé-le-vieil, où vivaient les habitants d'origine. L'auteur met l'accent sur le développement de la course salétine, pratiquée avec vigueur et rage par les morisques contre l'Espagne, leur mère patrie qui les avait rejetés, et elle nous ex-

plique comment Salé devint une cité cosmopolite, un port d'armement corsaire de premier ordre et une importante place commerciale.

La course fut largement pratiquée par les morisques dans tous les ports d'Afrique du Nord où ils s'étaient installés au lendemain de l'expulsion, notamment à Alger et à Tunis. Certains, pris en mer par les galères de l'Ordre de Malte, se retrouvent devant le Saint-Office romain et sont jugés pour apostasie. C'est ce que nous apprend Anne Brogini dans « Les morisques devant le Saint-Office de Malte (1613-1622) ». Leur comparution devant l'inquisiteur donne lieu à des récits de vie poignants, qui en disent long sur les souffrances et les péripéties de l'expulsion, ainsi que sur les problèmes d'identité des morisques, toujours entre deux cultures, entre deux religions.

Bernard Vincent incite les chercheurs à multiplier les sources, à les croiser et à les utiliser de façon mesurée et raisonnée. Il les invite à une approche interdisciplinaire, ne négligeant aucun type de source, et à travailler à toutes les échelles, tant au niveau de la micro-histoire que la macro-histoire. D'ores et déjà, les nombreux travaux effectués sur les morisques nous montrent le large éventail de cas qui a pu exister en fonction du lieu, de la période, des circonstances et sans doute aussi des individus. Mais, malgré les contacts permanents entre morisques et chrétiens, les nombreux échanges, voire l'amitié qui a pu s'établir parfois entre des individus des deux communautés, il souligne « La difficile convivance » entre morisques et chrétiens. En général, à la veille de l'expulsion, la scission entre morisques et vieux-chrétiens existe bel et bien. « Le Morisque » n'existe pas, si ce n'est dans l'imaginaire de « l'Autre » sous forme d'*a priori*, de préjugés, de stéréotypes. Mais le fait même qu'il soit « pensé » et « senti » collectivement comme l'ennemi des chrétiens a largement contribué en Espagne à justifier l'expulsion aux yeux de la majorité de la population.

Louis Cardaillac nous présente une « Vision des morisques et de leur expulsion quatre cents ans après ». Il analyse les deux visions opposées de l'expulsion qui apparaissent dès le xvii^e siècle en Espagne. Il fait pour nous le point sur les nombreux livres et publications parus à l'occasion du quatrième centenaire : œuvres sur les différentes communautés morisques, œuvres sur les différentes problématiques morisques. Le lecteur trouve là toutes les références bibliographiques dont il aurait besoin aujourd'hui pour étudier cette thématique. L'auteur signale qu'à la vision contemporaine des chercheurs, qui dès le xx^e siècle ont une attitude « engagée » vis-à-vis du problème morisque, s'ajoutent actuellement des études qui considèrent l'expulsion des morisques sous un autre angle, comme celui d'une expulsion parmi tant d'autres tout au long de l'histoire de la Péninsule. Généreusement, il se fait également l'écho des nombreuses voix qui se sont élevées en ce quatrième centenaire de l'expulsion des morisques d'Espagne pour que l'on reconnaisse enfin la tragédie vécue par 300 000 Espagnols exilés de force de leur pays au début du xvii^e siècle.

Les articles de ce numéro des *Cahiers de la Méditerranée* portent sur divers aspects de la problématique morisque et bon nombre d'auteurs sont de jeunes chercheurs prometteurs. La thématique des morisques est encore loin d'être épuisée et de nombreuses archives n'ont pas livré tous leurs secrets, en Espagne,

bien sûr, mais aussi dans les pays d'accueil des morisques : Maroc, Algérie, Tunisie et surtout Turquie. Aux équipes déjà formées autour d'éminents spécialistes des morisques (Bernard Vincent et Raphaël Carrasco, en France; Rafael Benítez Sánchez-Blanco, Mercedes García Arenal et Manuel Barrios Aguilera, en Espagne; pour n'en citer que quelques-uns), d'autres se mettent en place dans les universités de la rive sud de la Méditerranée, comme au Maroc où l'Institut d'Études Hispano-Lusophones de Rabat a une unité de recherche en moriscologie, ou encore à Tunis où la Fondation Temimi pour la recherche Scientifique et l'Information met à la disposition des chercheurs une importante bibliothèque et organise presque tous les ans un colloque sur ce thème. Il n'est pas jusqu'en Angleterre (Trevor Dadson, Queen Mary College de Londres), en Autriche (Xavier Casassas Canals, Université de Salzbourg) ou de l'autre côté de l'Atlantique (Luce López Baralt, Porto Rico; Louis Cardaillac, Université Nationale Autonome de Mexico) que les morisques et l'*aljamiado* ne continuent pas à faire l'objet d'études. Puissent les différents travaux présentés ici susciter de nouvelles vocations dans l'étude des morisques.

María GHAZALI

Université de Nice - Sophia Antipolis, CMMC